

Ar3 – Direction Réglementation et Gestion de l'Espace Public MR/ML

N°

/2025 R.A

INTERDICTION PROVISOIRE
DE STATIONNEMENT
38. boulevard Maréchal Foch

001628

<u>ARRÊTÉ</u>

PUBLIÉ LE 10 OCT. 2025

I F MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 et L 2212-5 portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les article L 2213-1 et L 2213-2 portant sur la police de la circulation et du stationnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU la demande en date du 07 octobre 2025 formulée par l'Entreprise Artisan Leroy sise 3404 RDTE 71 B Les Bouletines 13 980 ALLEINS concernant des travaux de plomberie,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer le stationnement des véhicules pour assurer le bon ordre, la sûreté et la sécurité publiques,

<u>ARRETE</u>

<u>ARTICLE 1</u> - Afin de permettre des travaux de plomberie, le stationnement de tous les véhicules, à l'exception de celui du pétitionnaire, est provisoirement interdit sur un (1) emplacement au plus près du N°38, boulevard FOCH :

Les 27 et 28 octobre 2025

<u>ARTICLE 2</u> - Les véhicules en infraction, visés à l'article 1 seront considérés comme gênants et feront l'objet d'une mise en fourrière.

<u>ARTICLE 3</u> – <u>La présignalisation et la signalisation de l'interdiction seront mises en place par les Services Techniques Municipaux, 8 jours avant le début du déménagement.</u>

<u>ARTICLE 4</u> —Le pétitionnaire doit acquitter une redevance fixée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2024.

Elle est de 20,00€ par emplacement et par jour + Frais de gestion 5,00€

<u>ARTICLE 5</u> — Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

<u>ARTICLE 6</u> - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

PAGEMAICE 0 9 OCT. 2025

PAGEMAICE NICHEL ROUX

Premier Adjoint au Maire

Vice President de la Métropole